



## Orientations programmatiques

### Reprenre le contrôle pour que reviennent « les jours heureux »<sup>1</sup>

La pandémie qui nous frappe a révélé le déclasserment de la France, comme le mouvement des Gilets jaunes avait montré l'incapacité des élites gouvernantes à maintenir un minimum de cohésion sociale. La France est désindustrialisée, désormais incapable de fabriquer des produits aussi simples que des masques ; elle s'appauvrit collectivement à l'exception de quelques super-riches<sup>2</sup>, ce qui provoque une dislocation de la société française<sup>3</sup>, notamment à travers l'abandon de la France périphérique<sup>4</sup> et la double panne de l'ascenseur social et de l'assimilation des immigrés.

Pourquoi ? Comme l'a magistralement montré Marcel Gauchet dans *Comprendre le malheur français*, parce qu'elle est gouvernée depuis des décennies par **une aristocratie qui pratique une politique fondamentalement opposée aux aspirations profondes de sa population.**

Alors que, globalement, les Français sont pour une socialisation de la santé, de l'assurance-vieillesse et de l'éducation, pour un État stratège qui n'hésite pas à planifier et à nationaliser, les gouvernements de droite et de gauche ont fait le choix de la privatisation.

Alors qu'ils sont pour une politique étrangère indépendante, les gouvernements ont oscillé entre atlantisme et néoconservatisme.

Alors que les Français sont pour le maintien de l'industrie et de l'agriculture, les gouvernements ont choisi le libre-échange qui conduit aux délocalisations et au chômage, désertifie les territoires et nécessite une assistance de plus en plus coûteuse.

Alors que les Français, tout en respectant le droit d'asile, veulent pouvoir accueillir les immigrés dignement et de manière maîtrisée afin que ces derniers puissent s'assimiler, les gouvernements ont ouvert les frontières, fabriquant des milliers de sans-papiers exploités et inexpulsables.

Alors que les Français sont de plus en plus préoccupés par l'écologie, ils ont répondu par la multiplication des échanges polluants, la destruction de l'outil ferroviaire au nom de la sacro-sainte concurrence, la primauté des grandes surfaces qui artificialisent les sols, la préférence pour les éoliennes et panneaux solaires venus de Chine et l'électricité thermique allemande à base de charbon.

Alors que les Français sont attachés à la démocratie, « pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple »<sup>5</sup>, le Conseil constitutionnel, le Conseil d'État, et de multiples autorités administratives « indépendantes », brident toujours plus la volonté populaire exprimée au Parlement ou par référendum, en se faisant les gardiens vigilants et dociles de la doxa libérale et européenne.

Ces aspirations, majoritaires dans la société française, et qu'incarne si bien le [Préambule à la Constitution de 1946](#) – texte auquel il ne manque que l'écologie pour dire tout ce à quoi nous croyons – peuvent constituer un socle commun assez large pour qu'un mouvement politique ayant pour vocation la constitution d'une majorité y puise son programme.

<sup>1</sup> *Les jours heureux* est le titre du programme adopté à l'unanimité par le Conseil national de la Résistance en 1944

<sup>2</sup> Emmanuel Todd : *Les luttes de classes en France au XXIe siècle*

<sup>3</sup> Jérôme Fourquet : *L'archipel français*

<sup>4</sup> Christophe Guilluy : *La France périphérique*

<sup>5</sup> Article 2 de la Constitution

Il y a certes des sujets, notamment sociétaux, sur lesquels les convictions diffèrent ; République souveraine les accueille indifféremment pourvu qu'elles respectent les valeurs républicaines ; elle considère qu'une appréhension consensuelle de ces thèmes doit privilégier une stabilisation de la législation française actuelle.

**Ces sujets sociétaux sont certes importants, mais ils ont d'abord servi de moyen de division entre les Français dits de droite et de gauche et de diversion pour occulter l'essentiel : la trahison d'une partie des élites au profit de leurs seuls intérêts, contre l'intérêt de la Nation.** Pour guérir le « malheur français » et, dans ce but, pour reprendre le contrôle, nous aurons besoin de « celui qui croyait au ciel, celui qui n'y croyait pas »<sup>6</sup>

Pour construire ce programme, il ne s'agit donc pas pour nous de rechercher des marqueurs de droite ou de gauche, comme le font tous les partis politiques, mais bien de rechercher un équilibre qui convienne au plus grand nombre, tout en étant applicable. République souveraine veut rompre avec la politique qui tourne en rond, où chaque parti ne s'adresse plus qu'à des parts de marché électorales sans chercher à convaincre une majorité. Nous voulons au contraire nous positionner comme **un parti de gouvernement proposant à des citoyens responsables une plate-forme majoritaire cohérente en rupture avec la politique menée depuis 40 ans.**

\*\*\*

## Reprendre le contrôle

D'évidence, l'application de ce programme qui rompt avec les trahisons des gouvernements successifs est parfaitement impossible sans une reprise de contrôle de la souveraineté – qui n'est pas autre chose que la primauté des décisions démocratiques.

**L'Union européenne** (UE), au moins depuis le traité de Maastricht (1992), n'est plus cet espace de coopération entre des États démocratiques qu'en avait fait le Général de Gaulle. **Elle est devenue un carcan qui fixe de manière dogmatique des pans entiers de leur politique et de la vie des citoyens.**

Les membres de l'UE ne sont plus juridiquement autorisés à choisir leur politique économique, qu'elle soit commerciale, monétaire, industrielle, ni leur gestion des services publics ou leur politique migratoire. Mais cette spoliation de la liberté politique des nations sur des domaines aussi importants a des conséquences encore plus vastes : elle les laisse en effet sans défense face à des acteurs privés résolus à jouer sur la concurrence entre elles. L'UE détermine donc en silence l'ensemble des politiques menées, à quelques exceptions près. Sans contrôle des capitaux, des marchandises, des personnes, comment la France pourrait-elle mener une autre politique fiscale que celle menée par Emmanuel Macron, qui consiste à séduire les acteurs les plus mobiles (grandes entreprises et super-riches) au détriment de ceux qui le sont moins (petites entreprises, reste de la population) ? Tant que la France est prisonnière d'une monnaie qu'elle ne contrôle pas et qui handicape grandement sa compétitivité, comment pourrait-elle mener une politique budgétaire ambitieuse, que ce soit au profit d'une politique sociale plus généreuse ou de l'investissement dans l'indispensable transformation écologique ?

**Il faut donc mettre fin à cette situation.** La France n'est pas la seule à le souhaiter, même si ce n'est pas pour les mêmes raisons que ses partenaires. Le Royaume-Uni, quoi qu'on pense de son gouvernement, a montré qu'on pouvait vivre en dehors de l'UE sans affronter l'apocalypse. Les pays scandinaves et les Pays-Bas veulent réduire les dépenses de l'UE, notamment la politique agricole commune et les « fonds de cohésion », dont ils ne profitent pas ; les pays d'Europe centrale et orientale ne supportent pas l'ingérence de l'UE dans leurs choix institutionnels ou sociétaux ; l'Italie a pris conscience que l'euro allemand allait causer son implosion et que l'UE ne tenait pas ses promesses de solidarité pendant la pandémie. Même l'Allemagne, qui a beaucoup profité de l'euro pour creuser les déficits commerciaux de ses voisins et asseoir sa domination – au prix de l'exclusion de certaines couches de sa population et de certaines régions – est elle aussi en train de changer : l'appauvrissement de ses partenaires pousse en effet ces derniers à lui demander une solidarité que ses classes privilégiées ne veulent pas assumer.

Notre objectif premier n'est donc pas un « Frexit » respectueux des traités européens par la voie de l'article

---

<sup>6</sup> Louis Aragon : *La rose et le réséda*, 1944

50 du Traité sur le fonctionnement de l'UE : on a vu combien cela a pu être difficile pour le Royaume-Uni, qui n'était pas un membre fondateur, qui avait conservé sa monnaie et qui n'a qu'une seule courte frontière terrestre avec l'Union. Un gouvernement hostile à l'UE arrivant au pouvoir en France devra affronter les pires manœuvres de ses adversaires : procédures de la Commission européenne, spéculations boursières, condamnation des autres gouvernements, refus de liquidités de la part de la Banque centrale européenne (BCE), fuite des capitaux, exil fiscal...

Tirant les conclusions légitimes de la victoire du « non » au référendum de 2005, il faudra donc, dans les plus brefs délais : dénoncer le traité de Lisbonne qui a été ratifié au mépris de ce suffrage ; suspendre l'application de la directive sur les travailleurs détachés ; réviser systématiquement les normes européennes introduites dans le droit français pour rejeter celles qui sont contraires à l'intérêt général ; suspendre l'application des parties non tarifaires des traités de libre-échange signés par l'Union européenne ; surtout, mettre en place un **contrôle temporaire des capitaux**.

Six mois après, une fois établies les conditions d'une expression libre et non faussée de la volonté du peuple français, sera organisé **un référendum sur la sortie de l'euro et de l'UE**. Pendant cette période, nous préparerons avec les pays qui le souhaiteront des accords bilatéraux et multilatéraux nous permettant de reconstruire des coopérations libérées des lourdeurs technocratiques, agiles car à géométrie variable, démocratiques car sanctionnées par la représentation nationale. Une union monétaire avec les pays du Sud de l'Europe pourra notamment être envisagée. **Un « oui » à la fin de l'UE signifiera donc, selon la capacité des partenaires de la France à saisir l'opportunité qu'elle leur présente, soit un Frexit sécurisé, soit une Europe des nations conforme au souhait du général de Gaulle.**

Pour regagner son indépendance, **la France devra quitter l'OTAN** et conduire une politique conforme à ses intérêts et à son histoire. Elle favorisera le multilatéralisme, respectera la souveraineté des États comme elle exigera le respect de la sienne. Elle sera enfin l'avocat infatigable et éloquent du respect du droit international public. La France doit en finir avec la notion « d'alliés » pour soutenir celle de « partenaires », seule à même de permettre l'édification, en commun, d'un système de sécurité collective réellement efficace contre les menaces contemporaines. Dans cette perspective, elle jettera les bases d'une relation pacifiée, respectueuse et constructive avec la Russie. Enfin, l'Organisation des Nations-Unies devra recouvrer sa vocation initiale qui est de garantir la paix dans le monde.

Pour rétablir la primauté de la démocratie, la France devra **rétablir des limites au pouvoir d'interprétation des juges suprêmes** du Conseil constitutionnel, du Conseil d'État, de la Cour de Cassation, mais aussi de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour de justice de l'Union européenne. En effet, ces juridictions ont eu tendance, ce dernier demi-siècle, à étendre démesurément leur pouvoir au détriment du peuple souverain : au lieu de se borner, comme c'est leur rôle, à interpréter les normes directement exécutoires, elles se sont saisies de notions bien plus générales telles que le droit de propriété, la liberté du commerce, le droit à une vie familiale normale et, dernièrement, rien moins que le « principe de fraternité » ! Il est indispensable de les rappeler à leur mission : faire appliquer les décisions du peuple et non pas décider à sa place.

Reprendre le contrôle ne se fera pas sans heurts, sans menaces, sans oppositions farouches. La France aura donc besoin d'un pouvoir fort et efficace, mais aussi de la détermination et du soutien de nos concitoyens. La crise démocratique est profonde dans notre pays, les Français n'ayant plus confiance dans les élus nationaux. Nous sommes donc tout à fait **favorables à l'instauration au plus vite du référendum d'initiative citoyenne (RIC)** qui leur permettra de retrouver plus de contrôle sur leurs représentants et gouvernants. Mais il serait très imprudent de se lancer à un moment aussi tragique de notre histoire dans un *big bang* institutionnel : nous aurons autre chose à faire ! Pour lutter contre les forces qui ne manqueront pas de s'attaquer à la France, nous aurons besoin de retrouver l'esprit premier de la Cinquième République, l'alliance entre l'efficacité et la responsabilité : un président fort prenant au sérieux son rôle d'arbitre, qui démissionne en cas de perte de confiance du peuple, qui dissout l'Assemblée nationale quand elle n'est plus en phase avec le pays et qui fait un usage régulier du référendum. Une fois l'indépendance de la France rétablie, une fois les options fondamentales des Français traduites en politiques publiques, il sera alors possible de lancer une réflexion en profondeur sur nos institutions et inventer collectivement et méthodiquement une sixième république, si les Français le décident par référendum.

\*\*\*

## Guérir le « malheur français »

Reprendre le contrôle n'est pas un but en soi : c'est une condition *sine qua non* de la reconstruction d'une politique ayant l'intérêt général pour guide. Dans cette optique, la première urgence est de **reconstruire une communauté nationale fraternelle, apaisée et sûre d'elle-même** – d'autant plus fraternelle et apaisée qu'elle est sûre d'elle-même. Sans occulter les sombres moments de son histoire où elle a trahi ses propres principes, nous devons réaffirmer la République comme un engagement fort et non comme un régime politique neutre. Chacun y a sa place s'il adhère à ses principes : liberté, égalité, fraternité, laïcité.

**La République ne doit pas avoir honte de lutter résolument contre ses ennemis idéologiques**, particulièrement à ce moment particulier de son histoire **contre l'islamisme**. Celui-ci doit devenir une circonstance aggravante en droit pénal au même titre que la haine raciale ou homophobe, les organisations fréro-salafistes doivent être dissoutes, les liens avec les régimes étrangers qui le soutiennent (Turquie, Arabie Saoudite, Qatar...) réduits aux seules relations diplomatiques. Les fonctionnaires ou assimilés qui seraient manifestement **en opposition aux principes républicains doivent être révoqués**, qu'ils soient suprématistes blancs ou islamistes, qu'ils traitent différemment les gens selon leur couleur de peau ou qu'ils refusent de serrer la main d'une personne d'un autre sexe.

La France souffre actuellement d'une double dislocation : les Français d'origine immigrée se sentent rejetés et assignés à une citoyenneté de seconde zone, et d'autres craignent la perte de l'identité et de la spécificité française. À ce double mal, nous opposons **l'unité de la Nation dans la diversité des origines et la nécessité de faire respecter les droits et les devoirs de chaque citoyen français**.

**Par ailleurs, nous estimons que notre pays a besoin de faire une pause en matière d'immigration**. Celle-ci n'est pas problématique en soi, mais le devient lorsque la société va mal. Si le droit d'asile doit être maintenu à l'évidente exception des ennemis de la République, l'immigration économique doit être limitée aux compétences absentes du territoire national – sans toutefois piller les pays pauvres – et le regroupement familial doit être réduit aux situations où il n'existe aucune autre solution, par exemple dans un autre pays. L'accès à la nationalité doit être conditionné à un serment solennel d'allégeance aux principes républicains. Les jeunes Français devront consacrer une année de leur vie à un service national obligatoire, mixte et rémunéré, civil pour les trois quarts d'entre eux et militaire pour le reste.

La République doit assurer **la sécurité des personnes** et de leurs biens sur l'ensemble du territoire national. C'est non seulement une condition du bien-être général des personnes et de la cohésion des territoires – les zones de non-droit doivent disparaître – mais également une condition fondamentale de la légitimité de l'État. Il faut redonner du sens aux missions des forces de l'ordre, améliorer leurs conditions de travail, simplifier les procédures administratives et renforcer leurs moyens humains et matériels tout en élaborant une politique de sécurité ambitieuse luttant non seulement contre l'insécurité, mais aussi contre ses causes. Cela implique notamment de porter le budget de la justice au niveau de celui des nations comparables à la France.

**L'égalité entre les femmes et les hommes** est un principe qui doit être appliqué dans tous les aspects de la vie par les pouvoirs publics, qui se donneront les moyens de prévenir les inégalités comme de les réprimer. L'application stricte du code du travail en matière d'égalité salariale, un congé paternité obligatoire de la même durée que le congé maternité avec garantie du retour des parents au poste occupé avant le congé, le suivi effectif des plaintes pour violences conjugales ou harcèlement, la lutte contre les violences obstétricales, le soutien aux associations de lutte pour les droits de femmes qui ne se dévoient pas dans le relativisme, ou encore la mise en place d'un quotient individuel plutôt que familial pour les aides sociales et les impôts sont des mesures indispensables pour parvenir à l'égalité.

**La fracture territoriale doit être résorbée**. Une politique de transport volontariste, sur le modèle suisse – aujourd'hui interdite par l'UE – doit désenclaver les périphéries urbaines et périurbaines. L'administration territoriale de la République doit être concentrée sur deux échelons : communal et départemental, les régions devenant une instance de coordination pour certaines compétences sectorielles, notamment économiques, d'infrastructures et de services publics locaux. Les Outre-Mer, qui constituent la preuve du caractère mondial de la France, doivent faire l'objet de la plus fraternelle attention et les disparités avec l'Hexagone doivent être réduites.

**L'école doit redevenir un « asile inviolable où les querelles des hommes n'entrent pas »**<sup>7</sup>. Elle doit redevenir le lieu de la fabrication de la citoyenneté, laquelle ne peut se concevoir en dehors de l'adhésion à une nation : elle doit garantir « la possession en commun d'un riche legs de souvenirs »<sup>8</sup> qui unit les citoyens et leur donne un horizon commun. Elle devra faire de la transmission du savoir la priorité absolue, pour en finir avec l'idée qu'elle ne serait qu'un instrument de la reproduction sociale. L'instauration de l'uniforme serait un symbole retentissant de l'égalité et de la discipline qui doivent y régner. Pour cette refondation, il est indispensable de rendre au corps enseignant – trop souvent confronté à des remises en cause de son autorité – un statut correspondant à l'importance de sa mission, à commencer par une rémunération digne, une formation renforcée et des moyens réglementaires d'exercer légitimement leur autorité.

\*

La construction d'une communauté nationale forte ne peut se faire sans **solidarité** ni sans **justice**. Comme Jaurès, nous pensons que la République ne peut être que sociale. Comme De Gaulle, nous voulons pour la France que « chacun de ses fils, chacune de ses filles puisse vivre, travailler, élever ses enfants dans la sécurité et la dignité. »<sup>9</sup>

Notre deuxième priorité est donc d'appliquer strictement les principes constitutionnels du Préambule de 1946. Le modèle social français doit être refondé selon les principes du Conseil national de la Résistance, mais dans des modalités adaptées à notre temps : **un système universel de sécurité sociale absorbant tous les régimes santé et retraites et les mutuelles**, et couvrant correctement tous les soins, y compris dentaires, auditifs et visuels, et toutes les dépenses relatives au handicap ; la création d'une agence ayant pour but l'hébergement de tous les sans-logis dans la dignité et la sécurité, devant atteindre son but en trois ans ; la création d'une agence nationale de la petite enfance chargée de gérer les crèches existantes et les PMI et d'en construire de nouvelles.

Le dumping social imposé par l'UE disparaissant, les mesures antisociales qui ont, depuis vingt ans, attaqué le **code du travail** sans aucun effet sur le chômage seront abrogées : restauration de la hiérarchie des normes ; répression sévère du non-respect des droits des travailleurs, notamment par un renforcement et un élargissement des missions et des moyens de l'inspection du travail ; mise en place d'une réserve citoyenne pour les travailleurs depuis longtemps privés d'emploi, qui remplacerait l'indemnisation du chômage et le RSA – sur le modèle de la stratégie des territoires zéro chômeur.

Comme la pandémie l'a révélé à ceux qui l'ignoraient encore, **le système français de santé** n'assure plus l'accès aux soins à tous nos concitoyens ; c'est indigne, inefficace financièrement, handicapant pour l'économie et dangereux pour la santé publique. Le Ségur de la santé est ridiculement insuffisant pour réellement inverser la vapeur après trente ans de gestion idéologisée et paperassière. Il faut en effet refinancer l'hôpital à la hauteur des besoins et faire cesser les fermetures d'établissements. Concernant la médecine de ville, un maillage de dispensaires assurant également les petites urgences et la prévention doit être mis en place sur tous les territoires, prenant appui sur les réseaux déjà existants ; au lieu de confier la fixation d'un *numerus clausus* inavoué aux facultés par un financement insuffisant, comme le fait le Gouvernement, il faut doubler le nombre d'étudiants en médecine d'ici dix ans.

**Le système français de prélèvements obligatoires**, devenu incompréhensible, injuste et inefficace, doit être refondé avec les objectifs suivants : justice fiscale, simplicité, incitation à l'embauche avec conditionnalité des aides, correction des inégalités sociales et réduction au maximum des niches fiscales – qui sont toujours moins efficaces qu'une intervention directe. Nul ne doit plus échapper à l'impôt, ce qui implique de revenir sur la liberté de circulation des capitaux (énième dogme bruxellois), de rétablir une forte taxe de sortie en cas de transfert de la résidence fiscale à l'étranger, d'exiger des multinationales une transparence comptable des résultats pays par pays, de créer une peine plancher de prison ferme pour les fraudes fiscales de grande ampleur, de rompre les relations commerciales et financières avec les paradis fiscaux et, comme aux États-Unis, de déchoir de leur nationalité française les expatriés ne payant pas la différence entre les impôts qu'ils paient dans leur pays de résidence et ceux qu'ils paieraient en France.

\*

Sans le carcan européen, la France pourra enfin **défendre ses intérêts économiques** au lieu d'appliquer une idéologie bornée.

---

7 Jean Zay

8 Ernest Renan

9 Charles de Gaulle, discours du 12 septembre 1944

Une fois débarrassée de l'interdiction par l'UE de toute **politique industrielle** et de toute défense contre les prédateurs états-unis ou chinois, la France pourra nationaliser les transports, l'énergie, l'eau, mais aussi les réseaux de téléphonie et de fibre ; préempter temporairement les entreprises dont le rachat est destiné à une liquidation ou un transfert des technologies vers l'étranger ; faire de Bpifrance un véritable fonds d'investissement au service des industries innovantes et participant à la souveraineté nationale ; réserver comme aux États-Unis les marchés publics aux entreprises qui produisent en France et aux PME ; assurer la souveraineté pharmaceutique de la Nation en créant une agence d'État du médicament (recherche, production et contrôle) ; impulser et soutenir des programmes de souveraineté numérique en *open source* et dont les données sont hébergées sur le territoire national afin de concurrencer Facebook, Twitter, Google et Microsoft ; créer une filière d'électronique de pointe et de matériels issus des technologies de l'information en partenariat avec d'autres États, sur le modèle d'Airbus.

Reprenant sa souveraineté en matière de **régulation bancaire**, la France pourra établir une séparation immédiate des banques de dépôt et des banques d'affaires – comme Roosevelt après le krach de 1929. Reprenant sa **souveraineté commerciale**, elle pourra recréer les conditions d'une « concurrence libre et non faussée » – non faussée par le dumping social, fiscal ou environnemental – en appliquant une taxe sur les produits provenant de pays qui ne respectent pas les mêmes normes qu'elle et ses partenaires. Libérée du dumping social et salarial, elle pourra relancer sa machine économique en imposant une **majoration générale des salaires de 3 %** et une **majoration du SMIC de 6 %**, compensée par une aide publique pour les TPE-PME, s'inspirer du modèle allemand de la participation des représentants des salariés dans la gouvernance de l'entreprise et appliquer un écart maximal de rémunération entre le salarié le mieux et le moins bien payé. Entre politique de l'offre et politique de la demande, République souveraine choisit résolument la seconde, qui seule peut relancer l'activité économique si l'on crée le cadre pour canaliser la consommation vers une production nationale, créatrice d'emploi et vertueuse écologiquement

\*

Dernière mais fondamentale priorité, libérée des contraintes comptables et juridiques, la France pourra enfin se lancer dans une grande cause qui mobilisera tous ses citoyens : **la transformation écologique de la vie économique et sociale**. Celle-ci ne se fera que si nous donnons à chacun les moyens de la réussir.

Premier objectif, **la lutte contre le changement climatique par la réduction des émissions à effet de serre**. L'énergie nucléaire est d'ores et déjà un atout pour la France qui produit une électricité très peu carbonée. A défaut d'alternative réelle à ce jour, il faut donc investir pour réduire la quantité de déchets qu'elle produit, et non, comme le fait le Gouvernement, planifier sa disparition. En effet, les énergies renouvelables telles qu'elles se développent aujourd'hui émettent plus de gaz à effets de serre que le nucléaire. Il faut donc développer des énergies réellement propres avant de penser à réduire la part du nucléaire. La renationalisation partielle ou totale du secteur de l'électricité, aujourd'hui interdite par l'UE, devrait aider la France à rationaliser ses choix et investir sur le long terme.

Mais outre la production décarbonée d'électricité, **les économies d'énergie** sont un gisement immense de réduction des émissions. L'isolation des bâtiments est une priorité qui ne doit plus être laissée à l'initiative privée. Comme lors de la reconstruction après-guerre, il faut une **planification centralisée** par une agence spécialisée : les crédits d'impôts, préférés par le Gouvernement pour des raisons idéologiques, sont notoirement insuffisants. Les transports doivent aussi faire l'objet d'une transformation profonde avec un développement massif de transports en commun propres sur tout le territoire, de manière à réduire la nécessité d'utiliser le véhicule individuel aux zones très rurales et le camion aux tous derniers kilomètres.

Les changements du climat ont déjà malheureusement des conséquences concrètes, c'est la raison pour laquelle **notre troisième objectif est la résilience**. Un audit du territoire devra être mené pour préparer la montée du niveau de la mer et la multiplication des épisodes météorologiques extrêmes – sécheresse et inondations. Cela nécessitera d'encadrer fortement l'étalement urbain et les pratiques agricoles et de construire des ouvrages de protection ou des réserves d'eau.

Enfin, la perte de **biodiversité** dramatique de ces dernières décennies doit être stoppée. La pêche industrielle que l'UE autorise doit être interdite ; l'élevage et l'agriculture doivent être accompagnés dans une transition vers une activité qui mobilise plus de paysans et s'oppose à sa surindustrialisation, tout aussi productive mais plus respectueuse des sols et des espèces ; les surfaces agricoles doivent être préservées. Cela ne sera possible qu'avec la renationalisation de la politique agricole commune, encore trop axée sur la quantité et la

surface agricole.

\*\*\*

On le voit, il est possible et nécessaire de construire un projet commun dans lequel la grande majorité des Français se retrouvent, pourvu que l'on rompe résolument avec l'idéologie libérale au pouvoir et la structure qui permet leur domination : l'UE. République souveraine appelle donc tous les Français qui veulent l'unité nationale, le redressement, le renouveau démocratique de la France à s'unir autour de ce consensus **pour que viennent à nouveau « les jours heureux »**. Comme l'écrivait Aragon dans le Prélude à la diane française (1944) :

*« Assez attendre l'accalmie  
Assez manger le pain des larmes  
Chaque jour peut être Valmy<sup>10</sup> »*

---

**10** Le poète fait ici référence à la bataille de Valmy le 20 septembre 1792, victoire surprise des révolutionnaires contre les rois coalisés qui permet, deux jours plus tard, la proclamation de la Première République.